

dera un dialogue et des concessions réciproques, tant de la part de l'UE que de la part de la Russie.

Références : Steven Erlanger et Steven Lee Myers, « NATO Allies Oppose Bush on Georgia and Ukraine », *The New York Times*, 3 avril 2008 ; James Sherr, « The Mortgaging of Ukraine's Independence », Briefing Paper, Chatham House, août 2010 ; Simon Pirani, Jonathan Stern et Katja Yafimava, « The Russo-Ukrainian gas dispute of January 2009: a comprehensive assessment », Oxford Institute for Energy Studies, février 2009 ; Rilka Dragneva et Katarzyna Wolczuk, « Russia, the Eurasian Customs Union and the EU: Cooperation, Stagnation or Rivalry? », Briefing Paper, Chatham House, août 2012



Les enjeux stratégiques de l'Union européenne et de la Turquie dans les Balkans occidentaux

Liridon Lika

Chercheur, Université de Liège

La Turquie n'est pas en mesure à l'heure actuelle d'offrir aux Balkans occidentaux une alternative plus séduisante que celle de l'UE

Les Balkans occidentaux, une notion créée par les institutions de l'Union européenne (UE) à la fin des années 1990, regroupent les pays comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie (membre de l'UE depuis le 1er juillet 2013), le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie. Cette région hétérogène présente des enjeux stratégiques importants tant pour Bruxelles que pour Ankara.

Une région stratégique

Dans le but de renforcer son rôle d'acteur international dans la pacification de son environnement proche, l'UE s'est, en effet, engagée à promouvoir sa politique d'élargissement vers les pays des Balkans occidentaux selon un processus méritocratique, en vigueur depuis le Conseil européen de Thessalonique de 2003. Outre les intérêts économiques, la sécurité intérieure était incontestablement l'une des principales raisons qui a poussé l'UE à s'élargir vers cette région. La sécurité intérieure constitue également la motivation des États des Balkans occidentaux à vouloir adhérer à l'UE dans la mesure où celle-ci est perçue comme la seule alternative plausible pour une paix durable. Afin de préparer l'intégration progressive de ces pays, Bruxelles a mis en place un processus de stabilisation et d'association (PSA). L'objectif est double : il s'agit

dans un premier temps de stabiliser (réconcilier) la région, pour, dans un deuxième temps, permettre à ces pays d'adhérer à la famille européenne. La crise économique et financière de 2007-2008 a toutefois créé, du moins temporairement, un vide politique et sécuritaire dans la région dont a su tirer profit la Turquie, fort du développement économique soutenu que le pays connaît depuis 2002.

Tout comme les autres puissances émergentes, la Turquie déploie des efforts pour conforter sa présence sur la scène internationale grâce à une politique pro-active et multidimensionnelle. En s'appuyant sur l'héritage ottoman des Balkans occidentaux, elle tente de se rapprocher plus particulièrement des pays avec une forte présence musulmane comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine. La présence d'une importante minorité turque présente une raison supplémentaire pour Ankara de s'intéresser davantage à cette partie des Balkans. La présence d'ambassades dans tous les États des Balkans, ainsi que les visites fréquentes des hauts fonctionnaires d'État confirment l'engagement de la Turquie et l'influence tous azimuts qu'elle souhaite y exercer. Nous retrouvons aussi en Turquie une importante diaspora balkanique qui occupe des fonctions clés au sein des institutions gouvernementales et contribue indéniablement au rapprochement d'Ankara

avec leurs pays d'origine. Grâce à des investissements dans les secteurs stratégiques de l'économie, les entreprises turques sont maintenant en mesure de concurrencer avec succès celles de l'UE. Sur le plan culturel, les séries télévisées turques, émises principalement aux heures de grande écoute, ont déjà conquis les chaînes de télévision balkaniques et rencontrent un grand succès. Ajoutons pour finir que l'Agence turque de coopération et développement international (TIKA) finance de nombreux projets de reconstruction de sites emblématiques de l'héritage ottoman.

Quand Ankara défie Bruxelles

Aux dires des responsables politiques, la politique d'Ankara reste officiellement orientée vers Bruxelles. L'intérêt que la Turquie porte pour les Balkans occidentaux s'inscrirait ainsi dans une perspective de coopération avec les pays de la région dans le but ultime de joindre ensemble l'UE. En revanche, pour la plupart des chercheurs, c'est en réaction aux tergiversations d'adhésion à l'UE que la Turquie a choisi de défier Bruxelles par sa présence de plus en plus assidue dans les Balkans. Le gouvernement turc tenterait plutôt de diversifier ses partenaires politiques et commerciaux à travers le monde, y compris les pays des Balkans occidentaux, adoptant ainsi une politique à tendance autonome sur la scène internationale.

La Turquie rencontre toutefois certaines difficultés à s'implanter dans une région où les populations gardent toujours en mémoire l'occupation de l'époque ottomane. Dans ce contexte, sa présence est plutôt perçue comme une volonté hégémonique à connotation néo-ottomane. Contrairement à Bruxelles, Ankara n'est toujours pas parvenu à influencer l'orientation de la politique étrangère des pays balkaniques. L'UE, malgré la crise économique des dernières années, reste toujours très active dans son voisinage immédiat. C'est aussi dans l'objectif de les rapprocher des standards européens et de les faire avancer dans le chemin de l'intégration européenne, qu'elle leur a accordé sous diverses formes entre 2009 et 2013 plus de 13 milliards d'euros par le truchement du Cadre pour l'investissement dans les Balkans occidentaux (CIBO). À l'heure actuelle, la Turquie n'est pas en mesure d'offrir aux Balkans occidentaux une alternative plus séduisante que celle de l'UE.